

AJ Pénal

Actualité Juridique Pénale



LE NOUVEAU DROIT DE L'EXÉCUTION DES PEINES

182

LE DROIT DE LA
PROSECUTION

184

LE DROIT DE LA
PÉNALITÉ

188

LE DROIT DE LA
PÉNALITÉ

DALLOZ

151 Éditorial

154 Au fil du mois

157 Dossier LE NOUVEAU DROIT DE L'EXÉCUTION DES PEINES

Contre-plongée rapide sur les décrets d'application de la partie pénitentiaire de la loi du même nom

par Martine Herzog-Evans.....158

Les décrets de la partie application des peines de la loi pénitentiaire : déjuridictionnalisation forcenée et maquis processuel

par Martine Herzog-Evans160

La surveillance électronique de fin de peine

par Eric Senna.....169

Feu le nouveau droit disciplinaire pénitentiaire
par Jean-Paul Céré.....172

L'abrogation automatique des circulaires et la question de l'accès à la norme dans les lieux privés de liberté
par Eric Pechillon176

Nouveaux enjeux dans l'application des peines. Les leçons du droit et de la criminologie comparée
par Martine Herzog-Evans177

182 Pratiques

Les violences conjugales : aspects psychologiques
par Mireille Lasbats.....182

Réquisitions judiciaires et conservation des données de connexion par les opérateurs de communication en ligne
par Willy Duhén184

188 Jurisprudence

ARRÊT DU MOIS : Cons. const. 10 décembre 2010, décision n° 2010-77-QPC

La constitutionnalité de la légalisation de la pratique de la double convocation en matière de CRPC
par Jean-Baptiste Perrier188

Pénal général

LOI PÉNALE

Déséquilibre significatif : le droit « quasi-pénal » de la concurrence conforme au principe de légalité

Cons. const. 13 janv. 2011, n° 2010-85-QPC.....191

En bref

RESPONSABILITÉ PÉNALE

L'avis tardif du juge des tutelles n'entraîne pas nécessairement la nullité

Crim. 28 sept. 2010, n° 10-83.283.....192

Infractions

ABANDON DE FAMILLE

La dépenalisation d'une facette de l'abandon de famille

Crim. 16 févr. 2011, n° 10-83.606.....192

VIOLENCE INVOLONTAIRE

Appréciation du lien de causalité en matière d'homicide involontaire

Crim. 11 janv. 2011, n° 09-87.842.....193

En bref

DIFFAMATION

La qualité de citoyen chargé d'une mission de service public

Crim. 1^{er} févr. 2011, n° 10-81.772.....194

Procédure pénale

DÉTENTION PROVISOIRE ET CONTRÔLE JUDICIAIRE

Détention provisoire : la nécessaire justification de la tardiveté de la transcription de la déclaration d'appel

Crim. 18 janv. 2011, n° 10-87.525.....195

INDEMNISATION

Autorité de la chose jugée et indemnisation des mêmes préjudices

Crim. 10 nov. 2010, n° 09-14.728.....196

MANDAT

Mandat d'arrêt européen et principe *non bis in idem*

CJCE 16 oct. 2010, n° C-261-09.....197

MINISTÈRE PUBLIC

Le ministère public est-il une autorité judiciaire ?

Crim. 18 janv. 2011, n° 10-84.980.....198

En bref

DROITS DE LA DÉFENSE

Ordre de parole et demande de renvoi

Crim. 1^{er} févr. 2010, n° 10-85.378.....200

INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

La partie civile ne peut solliciter la mise en examen

Crim. 15 févr. 2010, n° 10-87.468.....200

MANDAT

Précisions quant aux vérifications indispensables à l'exécution d'un mandat d'arrêt européen

Crim. 8 févr. 2010, n° 110-80.261.....200

Exécution des peines

PRISON

L'encadrement de la liberté d'expression politique dans les établissements pénitentiaires : le numéro d'équilibre de la CEDH

CEDH 25 janv. 2011, n° 56975/09,
Donaldson c/ Royaume-Uni.....201

ABANDON DE FAMILLE	DÉPÉNALISATION	192
	■ Prestation compensatoire	192
APPLICATION DES PEINES	DÉCRETS D'APPLICATION DE LA LOI PÉNITENTIAIRE	160
Dossier	■ Aménagement des peines	160
Dossier	■ Aspects de criminologie comparée	177
Dossier	■ Circulaires et accès à la norme	176
Dossier	■ Discipline pénitentiaire	172
Dossier	■ Présentation générale	158
Dossier	■ Surveillance électronique de fin de peine	169
Dossier	■ Tableaux des aménagements	166
CYBERCRIMINALITÉ	OPÉRATEURS DE COMMUNICATION EN LIGNE	184
Pratiques	■ Conservation des données de connexion	184
DÉTENTION PROVISOIRE	CHAMBRE DE L'INSTRUCTION	195
	■ Délai pour statuer	195
DIFFAMATION	CITOYEN CHARGÉ D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC	194
	■ Directeur de port de plaisance	194
DROITS DE LA DÉFENSE	INCIDENT À L'AUDIENCE	200
	■ Ordre de parole	200
HOMICIDE INVOLONTAIRE	LIEN DE CAUSALITÉ	193
	■ Appréciation de la faute	193
INDEMNISATION	CHOSE JUGÉE	196
	■ Nouvelle demande	196
INSTRUCTION PRÉPARATOIRE	DEMANDE D'ACTE DE LA PARTIE CIVILE	200
	■ Mise en examen	200
JUGEMENT	COMPARUTION SUR RECONNAISSANCE PRÉALABLE DE CULPABILITÉ	188
Arrêt du <i>non bis</i>	■ Constitutionnalité	188
LÉGALITÉ DES DÉLITS	INCRIMINATION	191
	■ Droit de la concurrence	191
MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN	EXÉCUTION	197
	■ <i>Non bis in idem</i>	197
	PIÈCES NÉCESSAIRES	200
	Jugement exécutoire	200
MINISTÈRE PUBLIC	GARDE À VUE	198
	■ Contrôle de la mesure	198
PRISON	LIBERTÉ D'EXPRESSION	201
	■ Signe ostentatoire	201
RESPONSABILITÉ PÉNALE	MAJEUR PROTÉGÉ	192
	■ Information du juge des tutelles	192
VIOLENCES CONJUGALES	ASPECTS PSYCHOLOGIQUES	182
Pratiques	■ Typologie, origines et soins	182